N° 11-002F au catalogue (English 11-002E) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

APR 14 2000
AVR
LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 14 avril 2000

APERÇU

- **Le nombre d'emplois s'accroît grâce à l'emploi à temps plein**

  En mars, le nombre d'emplois s'est accru de 30 000, poursuivant la tendance à la hausse amorcée il y a trois ans. Toute la croissance de l'emploi a eu lieu dans l'emploi à temps plein, en grande partie chez les femmes adultes. Le taux de chômage est resté inchangé à 6,8 %.

- **La croissance annuelle des gains hebdomadaires reste inférieure à l'inflation**

  En janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 2,0 % par rapport à 12 mois plus tôt. Ce rythme de croissance annuelle est demeuré légèrement inférieur à celui de l'Indice des prix à la consommation.

- **Relâchement dans les projets de construction**

  En février, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités s'est repliée de 14,5 %, en baisse pour un deuxième mois d'affilée. Les secteurs résidentiel et non résidentiel sont tous deux responsables du recul.

- **La scolarité progresse à grands pas au pays**

  Au cours des années 1990, plus de jeunes ont obtenu un diplôme d'études secondaires, et plus de diplômés du secondaire ont poursuivi leurs études à un niveau supérieur. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada avait le plus haut pourcentage de la population ayant fait des études postsecondaires en 1995.

- **L'industrie de la production cinématographique poursuit sa forte croissance**

  L'industrie indépendante de la production cinématographique, télévisuelle et vidéo a connu une cinquième année consécutive de forte croissance en 1997-1998, grâce à la hausse des recettes de production, qui ont dépassé le milliard de dollars pour la première fois.

- **Les casinos raflent la plus grande part des recettes de jeux de hasard non caritatifs**

  En 1998, les casinos ont dépassé les loteries en tant que première source de recettes tirées des jeux des hasard non caritatifs. L'an dernier, on a parié 8,1 milliards de dollars à une quelconque forme d'activité de jeu non caritatif, une somme trois fois supérieure à celle pariée sept ans plus tôt.

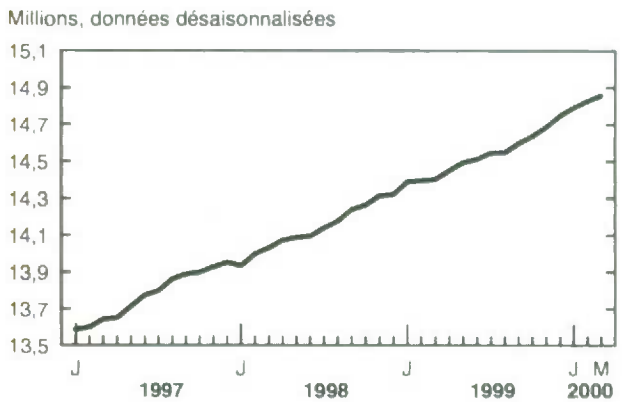
Le nombre d'emplois s'accroît grâce à l'emploi à temps plein

En mars, le nombre d'emplois s'est accru de 30 000. Cette hausse équivaut à l'augmentation mensuelle moyenne enregistrée au cours des trois dernières années (+ 34 000). La croissance de l'emploi en mars s'est accompagnée d'une hausse similaire de la population active, de sorte que le taux de chômage est resté inchangé à 6,8 % pour un quatrième mois consécutif. (Toutes les estimations de l'Enquête sur la population active ont été révisées en remontant jusqu'à janvier 1976.)

Toute la croissance de l'emploi en mars était attribuable à l'emploi à temps plein (+ 33 000). Au cours des 12 derniers mois, l'emploi à temps plein a crû de 3,8 % (+ 447 000), alors que l'emploi à temps partiel n'a augmenté que de 0,3 % (+ 9 000). La croissance globale de l'emploi par rapport à il y a un an s'élève à 3,2 %. La forte croissance de l'emploi à temps plein en mars se reflète également dans le nombre d'heures travaillées, celles-ci ayant augmenté de 0,5 % par rapport à février et de 4,3 % par rapport au niveau de mars 1999.

La hausse de l'emploi était répartie parmi les jeunes (+ 6 000), les hommes adultes (+ 12 000) et les femmes adultes (+ 13 000). Les femmes adultes, soit celles âgées de 25 ans et plus, ont bénéficié de près des deux tiers de la hausse de l'emploi à temps

Nombre d'emplois



(suite à la page 2)

Available also on the StatCan INTERNET and the INTRANET mirror site /
Disponible aussi sur le site INTERNET et INTRANET (réplique) de StatCan

... Le nombre d'emplois s'accroît grâce à l'emploi à temps plein

plein (+ 21 000). Par rapport à mars de l'an dernier, l'emploi à temps plein chez les femmes adultes a progressé de 4,3 % (+ 182 000). Chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans), le taux d'emploi s'est établi à 55,8 %, en hausse de 4,7 points de pourcentage par rapport à janvier 1998.

Le taux de chômage des jeunes, des femmes adultes et des hommes adultes est demeuré inchangé par rapport à février. Cependant, comparativement à mars 1999, le taux de chômage pour ces mêmes groupes a diminué : chez les jeunes, il a fléchi de 1,2 point pour se situer à 13,0 %; chez les hommes et les femmes de 25 ans et plus, il s'est établi à 5,6 %, en baisse de 1,3 point pour les hommes et de 0,8 point pour les femmes.

Le nombre d'employés a augmenté de 58 000 en mars. Ce nombre s'est accru de 3,4 % (+ 410 000) par rapport à il y a un an. Dans le secteur privé, 36 000 emplois se sont ajoutés en mars; il s'agit d'une augmentation supérieure à la hausse mensuelle moyenne de 24 000 emplois observée depuis le début de 1997. Pour sa part, le nombre de salariés du secteur public a augmenté de 22 000. Pour ce qui est du nombre d'emplois chez les travailleurs indépendants, il a reculé de 27 000 en mars. Toutefois, la croissanee des récents mois laisse le nombre de travailleurs indépendants en hausse de 46 000 (+ 1,9 %) par rapport à mars 1999.

En mars, la hausse de l'emploi provenait essentiellement du seeteur des services (+ 29 000). Le nombre d'emplois dans le commerce s'est accru de 15 000. Dans la fabrication, il a augmenté légèrement de 9000 par rapport à février et a progressé de 93 000 (+ 4,3 %) par rapport il y a un an. En mars, l'emploi dans la fabrication a augmenté de 27 000 en Ontario. Au Québec, la diminution de 18 000 emplois dans la fabrication a annulé une hausse équivalente de 18 000 emplois dans le commerce.

En Ontario, le nombre d'emplois a augmenté de 28 000 en mars, ce qui s'inscrit dans la tendance à la hausse amorcée il y a trois ans. En Nouvelle-Écosse, il y a eu 4 000 emplois de plus. Par rapport à mars 1999, l'emploi a augmenté de 4,3 %. Dans la province, le taux de chômage a diminué de 0,8 point pour s'établir à 8,9 %; il s'agit du plus bas niveau depuis février 1989. À l'Île-du-Prince-Édouard, la hausse de 700 emplois en mars s'ajoute à la tendance à la hausse amorcée en octobre dernier. Cependant, la hausse de 900 personnes dans la population active a fait en sorte que le taux de chômage a augmenté. Au Québec, l'emploi est demeuré inchangé pour un troisième mois consécutif, après avoir connu une croissance s'élevant à 80 000 au cours des quatre derniers mois de 1999. L'emploi et le chômage ont peu changé dans les autres provinces.

Un résumé intitulé ***Information population active*** *(71-001-PPB, 11 $ / 103 $) pour la semaine se terminant le 18 mars 2000 est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269 ou Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Information complémentaire : assurance-emploi

En janvier (le plus récent mois de données disponibles), le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 3,6 % pour s'établir à 471 690, en baisse pour un quatrième mois de suite. La plupart des provinces et territoires ont enregistré une diminution mensuelle. Au cours des dernières années, le nombre de bénéficiaires ordinaires a suivi une tendance à la baisse dans presque toutes les provinces. En janvier, ce nombre était inférieur de 8,6 % à son niveau d'un an plus tôt. Le montant des prestations ordinaires versé a diminué de 8,0 % de décembre à janvier pour atteindre 599,6 millions de dollars. Le nombre de demandes reçues a chuté de 14,1 % pour se situer à 200 990. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Enquête sur la population active, mars 2000
Données désaisonnalisées[1]

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	**15 944,1**	**0,2**	**14 857,8**	**0,2**	**1 086,3**	**6,8**
Terre-Neuve	249,8	1,1	205,3	0,8	44,4	17,8
Île-du-Prince-Édouard	74,1	1,2	65,5	1,1	8,6	11,6
Nouvelle-Écosse	461,8	0,0	420,9	0,9	40,9	8,9
Nouveau-Brunswick	369,8	0,8	331,4	0,0	38,4	10,4
Québec	3 746,0	0,1	3 425,2	– 0,2	320,8	8,6
Ontario	6 178,5	0,4	5 832,3	0,5	346,1	5,6
Manitoba	583,2	0,4	550,6	0,2	32,6	5,6
Saskatchewan	515,0	0,2	491,2	0,2	23,8	4,6
Alberta	1 671,9	0,3	1 588,3	0,2	83,6	5,0
Colombie-Britannique	2 094,1	– 0,2	1 947,1	– 0,2	147,0	7,0

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

La croissance annuelle des gains hebdomadaires reste inférieure à l'inflation

En janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés s'est établie à 618,85 $, en hausse de 1,60 $ (+ 0,3 %) par rapport à décembre. Au cours des 12 derniers mois, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 2,0 %. Ce rythme de croissance est demeuré légèrement inférieur à la croissance annuelle de l'Indice des prix à la consommation, qui se situait à 2,3 % en janvier.

Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'ensemble des secteurs d'activité, janvier 2000
Données désaisonnalisées

	Dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	**618,85**	**0,3**	**2,0**
Terre-Neuve	549,20	0,0	3,0
Île-du-Prince-Édouard	485,91	1,1	0,2
Nouvelle-Écosse	518,82	0,0	2,6
Nouveau-Brunswick	543,33	– 0,3	3,8
Québec	578,06	0,2	1,6
Ontario	661,08	– 0,1	2,0
Manitoba	552,87	0,4	1,8
Saskatchewan	551,04	1,0	1,5
Alberta	633,76	0,3	2,4
Colombie-Britannique	634,10	0,9	2,0
Yukon	698,84	– 1,7	8,2
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	808,82	1,4	14,8

D'un mois à l'autre, la rémunération hebdomadaire des salariés rémunérés à l'heure et des employés à traitement fixe s'est accrue faiblement de 0,6 % et de 0,3 % respectivement. Comparativement à janvier 1999, leur rémunération respective a augmenté de 2,3 % et de 3,2 %. Dans le cas des salariés rémunérés à l'heure, la hausse s'explique par une augmentation de 1,4 % de la rémunération horaire moyenne et par une augmentation de 1,0 % des heures payées.

La moyenne des heures payées des salariés rémunérés à l'heure a augmenté de 0,2 heure en janvier pour se situer à 31,6 heures par semaine. Cette progression est attribuable en grande partie à une hausse des heures supplémentaires. La rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure a augmenté de 4 cents pour se situer à 15,58 $.

En janvier, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye était en hausse pour un cinquième mois consécutif. Les employeurs ont ajouté 27 000 nouveaux salariés sur leurs listes de paye. Les secteurs des mines, des industries manufacturières, de la construction et du commerce de détail ont contribué le plus à cette progression. À l'échelon provincial, le Québec, l'Ontario et l'Alberta ont enregistré les plus fortes hausses de l'emploi.

Le numéro de janvier 2000 de la publication ***Emploi, gains et durée du travail*** *(72-002-XPB, 32 $ / 320 $) présente des données détaillées par secteur ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail. Les moyennes annuelles pour 1999 sont maintenant disponibles dans CANSIM ainsi que dans des tableaux faits sur demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.*

Relâchement dans les projets de construction

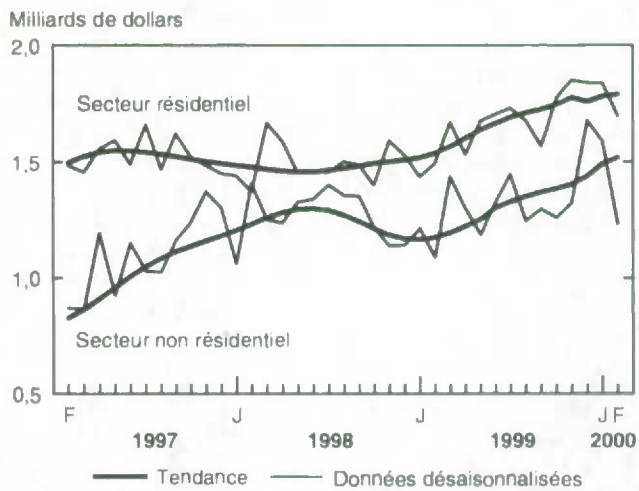
En février, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités s'est repliée de 14,5 % par rapport à janvier, pour se chiffrer à 2,9 milliards de dollars. Cette deuxième baisse mensuelle d'affilée est due aux reculs enregistrés dans le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel.

Au cours des deux premiers mois de cette année, les municipalités ont délivré pour 6,4 milliards de dollars de permis de construction, une somme en hausse de 21,5 % comparativement à la même période de l'an dernier. Les deux secteurs ont contribué à ce qui constitue le meilleur début d'année depuis 1990.

Le secteur résidentiel a accusé un troisième recul mensuel de suite des projets de construction en février. La valeur des permis a régressé de 7,7 % pour descendre à 1,7 milliard de dollars. Après avoir connu en janvier son meilleur résultat mensuel depuis 1992, la composante des logements unifamiliaux s'est repliée de 4,8 % en février, de sorte que sa valeur s'est établie à 1,3 milliard de dollars. Un recul de 16,7 % a fait tomber la composante des logements multifamiliaux à 368 millions de dollars.

Malgré tout, les perspectives pour 2000 sont positives pour la composante des logements unifamiliaux. Pour les deux premiers mois de l'année, elle s'est accrue de 24,3 % par rapport à la même

Valeur des permis de construction



période en 1999, atteignant 2,7 milliards de dollars. Il s'agit de son meilleur résultat des 10 dernières années. De son côté, la composante des logements multifamiliaux a progressé de 10,2 %. Toutes les provinces, sauf la Colombie-Britannique et le

(suite à la page 4)

... Relâchement dans les projets de construction

Nouveau-Brunswick, ont affiché des hausses au chapitre des projets de construction résidentielle au cours des deux premiers mois de cette année par rapport aux mêmes mois de 1999. Les résultats ont été les plus impressionnants en Ontario, en particulier dans la région de Toronto.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des projets de construction a fléchi de 22,4 % de janvier à février, se fixant à 1,2 milliard de dollars. Les projets de construction institutionnelle ont chuté de 48,5 %. À l'exception des bâtiments destinés au culte, toutes les catégories d'immeubles institutionnels ont perdu du terrain, en particulier celle des établissements d'enseignement. La composante des bâtiments commerciaux a diminué de 24,8 %, en raison notamment d'une baisse survenue dans la catégorie des immeubles à bureaux, qui a été tempérée par des hausses dans les catégories des laboratoires, des hôtels et des motels. En contrepartie, les projets touchant la composante industrielle ont progressé de 16,3 %. Toutes les catégories de cette composante ont contribué à l'augmentation, sauf celle des petits projets. La catégorie des services publics et des transports a joué le plus grand rôle dans cette hausse.

Malgré le repli de février, les perspectives demeurent positives en 2000 dans le secteur non résidentiel. Pour les deux premiers mois de l'année, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a atteint 2,8 milliards de dollars, en hausse de 22,5 % par rapport à la même période en 1999. L'Ontario a enregistré le meilleur résultat cumulatif, tandis que Terre-Neuve a connu le recul le plus marqué. La Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest ont été les deux seules autres régions où les projets de construction non résidentielle ont fléchi pour janvier et février de cette année par rapport à un an plus tôt.

Le numéro de février 2000 de ***Permis de bâtir*** *(64-001-XIB, 19 $ / 186 $) présente les données détaillées. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au (613) 951-2025 (courriel : sebastien.larochelle-cote@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

La scolarité progresse à grands pas au pays

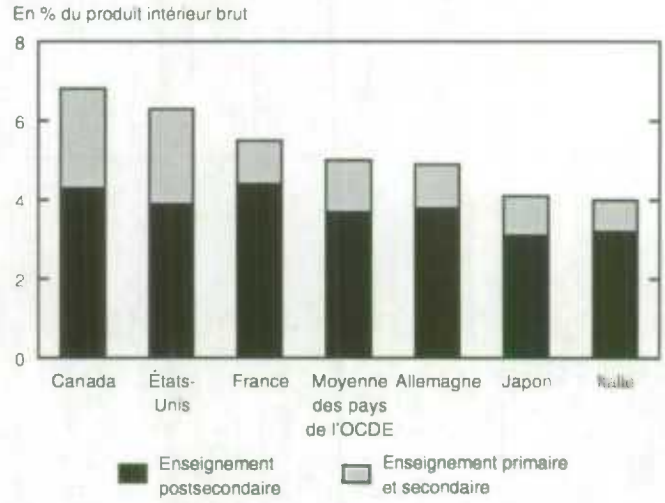
La scolarité, déjà élevée selon les normes internationales, a beaucoup augmenté au cours des années 1990. En 1990, 20 % des personnes âgées de 25 à 29 ans au Canada n'avaient pas terminé leurs études secondaires. En 1998, ce pourcentage n'était plus que de 13 %. De même, de 1990 à 1998, le pourcentage des personnes de ce groupe d'âge qui avaient obtenu un grade universitaire est passé de 17 % à 26 %.

À l'échelle internationale, parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada avait le pourcentage le plus élevé de la population (48 %) ayant fait des études postsecondaires en 1995, comparativement à une moyenne de 23 % pour l'OCDE.

L'investissement du Canada dans l'éducation est parmi les plus élevés au monde. Les dépenses en éducation par élève et étudiant au Canada, provenant de sources publiques et privées, s'élevaient à 6 396 $ US en 1995, dernière année pour laquelle il existe des données comparables entre les pays. Le Canada se classait ainsi au deuxième rang des pays membres de l'OCDE, après les États-Unis, dont les dépenses étaient de 7 905 $ US. La moyenne de l'OCDE était de 4 717 $ US. En 1995, le Canada a dépensé 7,0 % du produit intérieur brut pour l'éducation, le plus haut pourcentage des pays du G-7. La moyenne de l'OCDE était de 5,6 %, tandis que les États-Unis affichaient un résultat de 6,7 %, qui les classe au deuxième rang.

S'agissant du succès sur le marché du travail, il est payant de rester à l'école. À chaque niveau supérieur de scolarité, les taux d'emploi augmentent et les taux de chômage diminuent. En particulier, ceux qui ne terminent pas leurs études secondaires accusent un taux de chômage environ deux fois plus élevé que ceux qui ont terminé des études secondaires ou plus avancées. Les données sur les récents diplômés de l'enseignement postsecondaire révèlent aussi que les gains augmentent progressivement avec la qualification postsecondaire. Cependant, chez les diplômés travaillant à temps plein deux ans après la fin de leurs études, ceux de 1995 gagnaient environ de 4 % à 6 % de moins (en dollars constants) que ceux de 1986, et ce, à tous les niveaux de scolarité.

Dépenses en éducation provenant de sources publiques et privées, 1995



Au pays, la demande au chapitre de l'éducation sera tributaire d'un certain nombre de facteurs au fil de la nouvelle décennie. L'un de ces facteurs sera la taille de la population, surtout pour les programmes du primaire et du secondaire. Les projections démographiques montrent que, pour les 10 à 15 prochaines années, le nombre de jeunes de 19 ans et moins devrait diminuer dans les provinces de l'Atlantique, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan et au Yukon, ce qui entraînera une baisse de la demande de services d'enseignement primaire et secondaire. La population d'âge scolaire devrait augmenter en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les Territoires du Nord-Ouest, d'où surviendra un accroissement de la demande au chapitre de l'éducation.

(suite à la page 5)

... La scolarité progresse à grands pas au pays

Un autre sujet de préoccupation pour les 10 prochaines années sera le remplacement du personnel enseignant partant à la retraite. Au primaire et au secondaire, environ un tiers de l'effectif courant d'enseignants partira probablement à la retraite, mais il semble qu'il y aura un bon équilibre d'ensemble entre l'offre et la demande future. Dans les régions de croissance démographique, par contre, le recrutement d'enseignants deviendra un enjeu important.

Pour ce qui est de la technologie, près de 100 % des écoles secondaires de premier et de deuxième cycles étaient branchées à Internet au début de 1999 et plus des trois quarts des élèves du primaire et du secondaire avaient utilisé le Web pour leurs études. La technologie demeure toutefois un phénomène nouveau dans les salles de classe de l'ensemble du pays, et il y a des défis à relever pour l'intégrer dans le programme d'études afin qu'elle contribue à atteindre les objectifs d'apprentissage.

*La publication **Indicateurs de l'éducation au Canada** (version imprimée : 81-582-XPF, 20 $; version sur Internet : 81-582-XIF, gratuite) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-1503 (courriel : educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation.*

L'industrie de la production cinématographique poursuit sa forte croissance

En 1997-1998, l'industrie indépendante de la production cinématographique, télévisuelle et vidéo a connu une cinquième année consécutive de forte croissance. Les recettes totales ont augmenté de 11 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre une somme record de 1,4 milliard de dollars. Cette croissance est presque entièrement attribuable à la hausse de 16 % des recettes de production, qui se sont chiffrées à 1,1 milliard de dollars. Les recettes de production se sont accrues à un rythme annuel moyen de 14 % depuis 1992-1993. Les 10 plus importants producteurs du pays ont représenté 98 % de la croissance de ces recettes en 1997-1998.

Les recettes de production ont presque doublé de 1992-1993 à 1997-1998 grâce aux ventes à l'étranger, qui ont contribué à 55 % de cette croissance. En 1997-1998, les ventes à l'étranger, qui s'élevaient à 428,9 milliards de dollars, constituaient 38 % de toutes les recettes de production, par rapport à seulement 23 % cinq ans auparavant.

Les ventes de productions destinées à la télévision sont demeurées la plus importante source de recettes de l'industrie de la production cinématographique, vidéo et audiovisuelle en 1997-1998. Se chiffrant à 504,7 millions de dollars, les recettes tirées des productions destinées à la télévision représentaient 45 % de toutes les recettes de production, en hausse de 14 % par rapport à 1996-1997.

Le nombre d'emplois à temps plein dans l'industrie a atteint 4 005 en 1997-1998, en hausse de 63 % par rapport à 1992-1993. Pour sa part, le nombre d'employés à temps partiel et de pigistes a augmenté de 65 % pendant cette période de cinq ans, pour atteindre 16 808. Les entreprises spécialisées dans les productions destinées à la télévision étaient les plus gros employeurs.

Les plus gros producteurs indépendants sont situés en Ontario. Ces derniers ont encaissé 63 % des recettes de l'industrie en 1997-1998, soit 704,9 millions de dollars. Plus de la moitié des recettes de production de la province, soit environ 373,6 millions de dollars, provenaient des marchés étrangers, et ces ventes constituaient 87 % de toutes les ventes canadiennes à l'étranger. On peut attribuer le succès des entreprises de l'Ontario au chapitre des ventes à l'étranger au petit nombre d'importants producteurs spécialisés dans le matériel destiné à la télévision.

Les entreprises établies au Québec, le deuxième producteur de films et de produits vidéo et audiovisuels en importance, ont touché 23 % des recettes totales de l'industrie, part du marché qu'elles maintiennent depuis quelques années. Malgré le fait que de nombreux producteurs étrangers affectionnent les provinces de l'Atlantique et de l'Ouest pour tourner des films et des

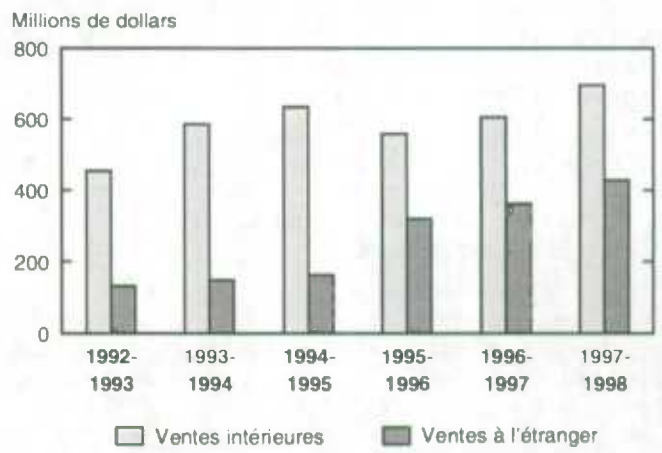
(suite à la page 6)

Note aux lecteurs

Le présent article résume les résultats pour 1997-1998 d'un recensement de 739 entreprises canadiennes de production cinématographique, vidéo et audiovisuelle ainsi que d'un recensement de 221 entreprises de postproduction et de laboratoires de films cinématographiques canadiens. Les données ne comprennent pas les tournages en extérieur exécutés au Canada par des producteurs de cinéma étrangers, les productions de l'Office national du film ni les productions réalisées à l'interne par les stations de télévision.

Les ventes à l'étranger englobent les recettes tirées de ventes à des clients étrangers de productions réalisées pendant l'année en cours et les années précédentes, y compris les droits de licence et les droits d'auteur, les ventes fermes et les locations, les contrats, les contributions des commanditaires et les remises des distributeurs après leurs dépenses. Les ventes aux marchés internationaux par des distributeurs canadiens ne sont pas comprises dans les ventes à l'étranger.

Recettes de production tirées des ventes intérieures et des ventes à l'étranger



... L'industrie de la production cinématographique poursuit sa forte croissance

productions télévisées, ces provinces ne représentaient que 10 % (148,5 millions de dollars) des recettes de l'industrie tirées des ventes intérieures en 1997-1998.

Le succès de l'industrie de la production s'est répercuté sur l'industrie des travaux de laboratoires et de la postproduction. De 1992-1993 à 1997-1998, les recettes d'exploitation des laboratoires et des services de postproduction ont presque doublé, pour totaliser 596,8 millions de dollars. Les ventes à l'étranger constituaient 45 % des recettes d'exploitation. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de presque 75 % pendant cette période de cinq ans, pour se situer à 3 307, alors que le nombre d'employés à temps partiel et de pigistes a augmenté de 33 %, pour se fixer à 1 544.

Pour plus de renseignements ou pour commander des tableaux, communiquez avec Michael Pedersen au (613) 951-3305 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : pedemic@statcan.ca), Programme de la statistique culturelle.

Les casinos raflent la plus grande part des recettes de jeux de hasard non caritatifs

En 1998, les casinos représentaient 38 % de toutes les recettes des jeux de hasard non caritatifs, contre 35 % pour les loteries et 28 % pour les appareils de loterie vidéo (ALV). Cela constitue un changement radical par rapport à 1992, année pendant laquelle les casinos ne représentaient que 1 % des recettes de jeu, alors que 90 % provenaient des loteries et environ 9 %, des ALV.

Les personnes fréquentant les casinos ont parié près de 2,8 milliards de dollars en 1998, environ 100 fois la somme de 1992. Le montant parié dans les ALV s'est accru de près de neuf fois, atteignant 2,1 milliards de dollars, alors que le montant parié aux loteries s'est accru de seulement 4 %, pour s'établir à 2,6 milliards de dollars.

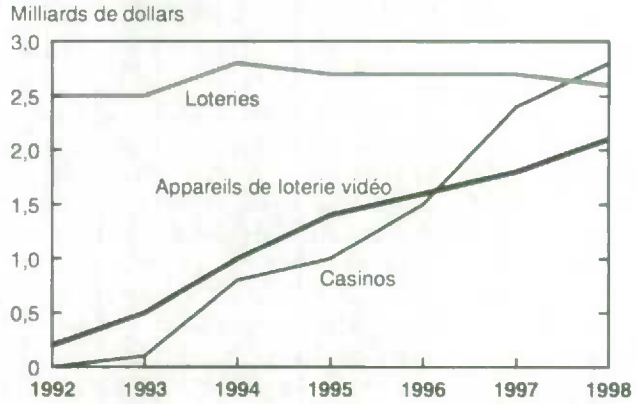
Les recettes et bénéfices totaux tirés des loteries, des casinos et des ALV ont augmenté dans toutes les régions du pays de 1992 à 1998. Par conséquent, les recettes moyennes par adulte tirées des jeux de hasard ont progressé, passant de 130 $ à 320 $ au cours de cette période. En 1998, les recettes moyennes par habitant (population de 18 ans et plus) s'établissaient à un maximum de 445 $ au Manitoba et à un minimum de 140 $ en Colombie-Britannique et de 90 $ dans les territoires, ces derniers n'ayant pas accès aux casinos d'État et aux ALV. (Les recettes comprennent les dépenses des visiteurs d'autres pays, provinces et territoires.)

Les taux de participation au jeu augmentent en fonction du revenu des ménages. Au moins une personne dépensait de l'argent au jeu dans 84 % des ménages ayant un revenu annuel après impôt de 80 000 $ et plus, mais c'était le cas dans seulement 63 % des ménages ayant un revenu annuel de moins de 20 000 $.

Dans l'ensemble, les trois quarts des ménages (77 %) ont déclaré dépenser de l'argent à au moins une forme d'activité de jeu de hasard en 1998. Cette proportion est inférieure à celle de 82 % enregistrée en 1996. Parmi ces ménages, les dépenses moyennes se sont accrues, passant de 425 $ en 1996 à 460 $ en 1998.

On a parié 8,1 milliards de dollars à une quelconque forme d'activité de jeu non caritatif en 1999. Cette somme est trois fois plus élevée que les 2,7 milliards de dollars pariés sept ans plus tôt. De plus, au troisième trimestre de 1999, les recettes de jeu ont franchi le cap des 2 milliards de dollars pour la première fois dans un seul trimestre.

Sources des recettes des jeux de hasard non caritatifs

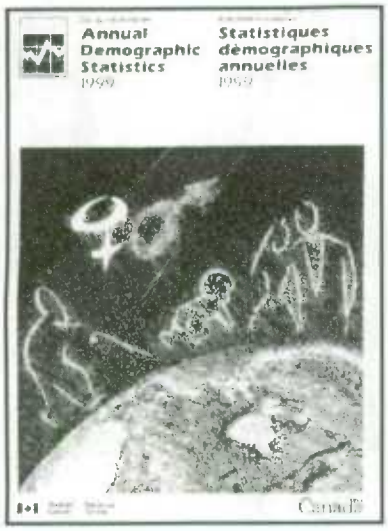


Le nombre d'emplois dans l'industrie du jeu a plus que triplé de 1992 à 1999, passant de 11 900 à 39 200. Bien que les emplois reliés au jeu n'aient représenté que 0,3 % de tous les emplois l'an dernier, la hausse nette de 27 300 emplois représentait 2 % de la croissance de tous les nouveaux emplois depuis 1992. Beaucoup des emplois et des caractéristiques des travailleurs de l'industrie se sont aussi transformés. Par exemple, en 1999, les hommes ne détenaient que 44 % des emplois de l'industrie du jeu, en hausse de 35 % par rapport à 1992. À titre de comparaison, ils occupaient 54 % des emplois dans d'autres secteurs d'activité cette année-là.

La rémunération horaire des travailleurs à temps plein dans l'industrie du jeu s'est elle aussi accrue. La rémunération des hommes a augmenté, passant de 13,58 $ l'heure en 1997 à 16,19 $ en 1999. Chez les femmes, elle est passée de 13,06 $ l'heure à 14,66 $. Cependant, ces rémunérations horaires se retrouvaient encore sous la moyenne des autres secteurs d'activité, laquelle s'établissait à 18,58 $ l'heure pour les hommes et à 15,32 $ pour les femmes.

L'article complet « Les jeux de hasard : une mise à jour » est disponible sans frais sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous la rubrique « En profondeur ». Cet article paraît aussi dans le numéro du printemps 2000 de ***L'emploi et le revenu en perspective*** *(75-001-XPF, 18 $ / 58 $), qui est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Diane Galarneau au (613) 951-4626 (courriel : galadia@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.*

Nouveautés de Statistique Canada



Statistiques démographiques annuelles
1999

La publication *Statistiques démographiques annuelles* comprend les plus récentes estimations et projections (jusqu'en 2004) de la population selon le groupe d'âge et le sexe, les données sur les naissances, les décès et les migrations, ainsi que d'autres composantes démographiques. L'information est maintenant groupée par province et territoire, par région métropolitaine de recensement et par division de recensement.

Un CD-ROM est inclus avec la publication et présente encore plus de données que l'année dernière. Il comprend des séries chronologiques remontant à 1971 pour ce qui est des provinces et des territoires et à 1986 pour ce qui est des régions métropolitaines et des divisions de recensement. Les projections sont comprises dans le CD-ROM ainsi que des pyramides par âge animées qui donnent un aperçu du vieillissement démographique.

Le numéro de 1999 de ***Statistiques démographiques annuelles*** *(version imprimée : 91-213-XPB, 125 $ incluant le CD-ROM; version sur Internet : 91-213-XIB, 56 $, sans CD-ROM) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Lise Champagne au (613) 951-2320 (télécopieur : (613) 951-2307; courriel : chamlis@statcan.ca), Division de la démographie.*

Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes
1998-1999

Le numéro de 1998-1999 du *Juristat : Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes* présente de l'information sur les caractéristiques des causes et des personnes accusées, le nombre d'audiences, les taux de condamnation, les tendances de la détermination de la peine et des questions connexes. De plus, pour la première fois, on y présente des statistiques portant sur une période de cinq ans, soit de 1994-1995 à 1998-1999.

On y apprend notamment que les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes ont entendu un moins grand nombre de causes chaque année depuis le milieu des années 1990. Toutefois, selon de nouvelles données provenant de sept provinces et des deux territoires, les causes devant les tribunaux de juridiction criminelle sont devenues plus complexes, et par conséquent, le système judiciaire doit faire face à une demande croissante de ressources.

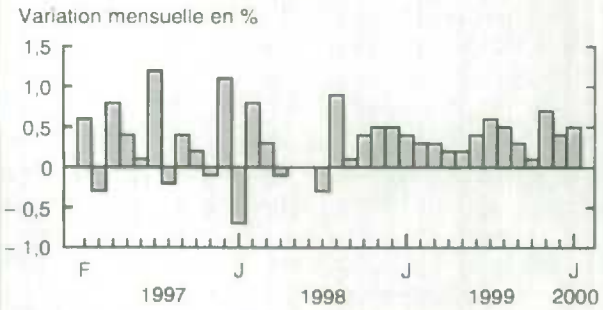
Le ***Juristat : Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1998-1999*** *(version imprimée : 85-002-XPF, 10 $ / 93 $; version sur Internet : 85-002-XIF, 8 $ / 70 $) est maintenant en vente. Le rapport* ***Les tableaux de données sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1998-1999*** *(85F0032XIF, 30 $) est aussi en vente. Pour obtenir des tableaux standards ou pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

Note de la rédaction

Veuillez noter que, dorénavant, les numéros de matrices de la base de données CANSIM ne seront plus mentionnés à la fin des articles d'*Infomat*. La base de données CANSIM est accessible en tout temps sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous la rubrique « Produits et services ». Vous pouvez y trouver les données qui vous intéressent en faisant une recherche par mot-clé.

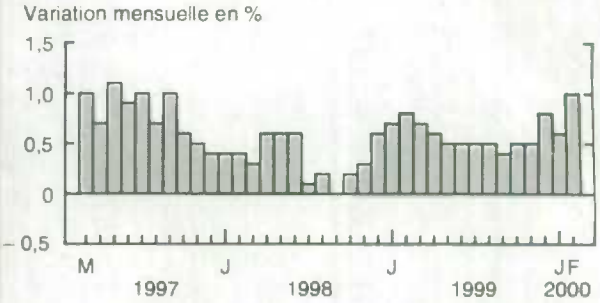
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



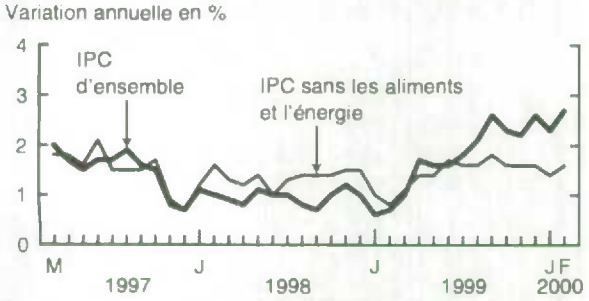
L'activité économique a augmenté de 0,5 % en janvier. Cette 18e hausse d'affilée s'inscrit dans la plus longue série de progressions mensuelles jamais enregistrée depuis 1961.

Indice composite



En février, la croissance de l'indicateur avancé s'est élevée à 1,0 %, un taux légèrement supérieur à la croissance moyenne des 12 derniers mois.

Indice des prix à la consommation

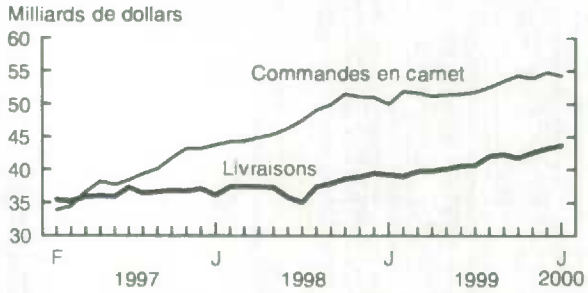


En février, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,7 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,6 %.

Taux de chômage

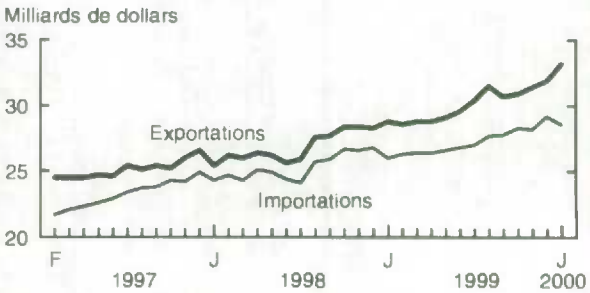
En mars, la croissance de l'emploi s'est accompagnée d'une hausse similaire de la population active, de sorte que le taux de chômage est demeuré à 6,8 % pour un quatrième mois de suite.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont grimpé de 1,1 % en janvier, pour se fixer à 43,7 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi de 1,0 % pour s'établir à 54,3 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En janvier, les exportations de marchandises ont fait un bond de 4,0 % par rapport à décembre, pour atteindre 33,2 milliards de dollars. Les importations ont régressé de 1,8 %, pour se situer à 28,6 milliards de dollars.

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.*

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	janvier	770,1	0,5 %	4,7 %
Indice composite (1992 = 100)	février	158,2	1,0 %	7,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4e trim. de 1999	43,9	7,8 %	27,1 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	4e trim. de 1999	86,8	1,3 †	4,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier	22,5	0,0 %	6,7 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	février	1,49	– 2,5 %	1,5 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	133,6	– 7,2 %	8,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	janvier	31,2	0,2 %	9,5 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars*	14,86	0,2 %	3,2 %
Taux de chômage (%)	mars*	6,8	0,0 †	– 1,1 †
Taux d'activité (%)	mars*	65,9	0,1 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	janvier	618,85	0,3 %	2,0 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mars*	171	0,6 %	11,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	33,2	4,0 %	15,1 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	28,6	– 1,8 %	9,9 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier	4,5	1,8	1,8
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier	43,7	1,1 %	11,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier	43,2	– 2,1 %	13,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier	54,3	– 1,0 %	8,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,28	0,00	– 0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février	112,0	0,5 %	2,7 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	février	125,8	0,9 %	5,9 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	février	139,7	3,2 %	37,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février*	102,4	0,4 %	2,1 %

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*
† *Points de pourcentage.*

Infomat
Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef intérimaire, Diffusion officielle : Dan Smythe, (613) 951-1088; smytdan@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010302970

Publications parues du 6 au 12 a

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix ($) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2000	22-007-XPB	15 / 149
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	janvier 2000	67-002-XIB	14 / 132
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	janvier 2000		
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Info-voyages	printemps 2000		
Internet		87-003-XIF	5 / 16
Papier		87-003-XPB	13 / 42
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	février 2000	44-001-XIB	5 / 47
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	février 2000	41-006-XIB	5 / 47
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	février 2000	36-003-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	février 2000	41-011-XIB	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	février 2000	46-002-XIB	5 / 47
Produits pétroliers raffinés	août 1999	45-004-XPB	21 / 206
Transport et distribution du gaz naturel	décembre 1999	55-002-XIB	13 / 125
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	février 2000	64-001-XIB	19 / 186
PRIX			
Statistiques des prix de la construction	4e trim. de 1999	62-007-XPB	24 / 79
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Communications, bulletin de service, vol. 29, nº 4 : Le secteur canadien des services de téléphonie cellulaire, mise à jour des statistiques historiques		56-001-XIB	10 / 32
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Ventes de véhicules automobiles neufs	janvier 2000	63-007-XIB	13 / 124
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active	semaine se terminant le 18 mars	71-001-PPB	11 / 103
TRANSPORTS			
Le transport maritime au Canada	1998	54-205-XIB	39

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des publications sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277 ou 1 800 267-6677**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584 ou 1 877 287-4369**
Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».